**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
**Band:** 7 (1990-1991)

**Buchbesprechung:** Signalisations et comptes rendus

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 13.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Signalisations et comptes rendus

Nous avons décidé de renouer avec les comptes rendus, en particulier pour des ouvrages paraissant en langue étrangère, souvent peu accessibles au lecteur francophone. Quelques lignes peuvent suffire parfois à signaler un ouvrage ou un article qui n'a pas eu les honneurs de la presse ou des revues d'histoire, ou encore dont le compte rendu n'a paru qu'en allemand ou en italien. C'est pourquoi nous incitons nos lecteurs à nous faire parvenir des comptes rendus ou de simples signalisations (articles de dix lignes) sur des ouvrages intéressant l'histoire du mouvement ouvrier. Cet appel s'adresse avant tout, bien sûr, aux bilingues, mais concerne également les francophones qui voudraient faire connaître un livre, un article ou une revue qui pourrait intéresser les membres de notre association.

*

Roland Gretler (éd.), *Vorwärts und nicht vergessen. Ein historisch-volkskundliches Bilderbuch zur 100 jährigen Geschichte des 1. Mai in der Schweiz/Utopie et solidarité. Un livre d'images historique et folklorique sur l'histoire centenaire du 1er mai en Suisse,* Zürich, Bildarchiv & Dokumentation zur Geschichte der Arbeiterbewegung, 1990, 52 pages, illustrations, Frs 15.–.

Cette contribution, richement illustrée en couleur et en noir/blanc, est publiée à l'occasion d'une exposition qui a été inaugurée à la Maison du peuple de Bienne en mai 1990 et qui a ensuite circulé en Suisse allemande. Elle sera présentée en Suisse romande en 1991, notamment au Musée Historique de Lausanne du 21 janvier au 10 février.
L'ouvrage contient plusieurs articles sur l'histoire et l'actualité du 1er mai, ainsi qu'un témoignage d'un ouvrier italien, dont la famille avait émmigré en Appenzel au début du siècle. Les articles en allemand font l'objet d'une traduction française (parfois résumée) en fin de volume. Ni l'exposition, ni le catalogue ne déparent dans le paysage éditorial européen consacré aux cents ans du 1er mai.

Les textes et l'illustration viennent compléter fort à propos les informations des ouvrages parus surtout en Italie, mais aussi en Allemagne et en Suède à cette occasion.
La Suisse est un des rares pays où le 1er mai a pu se fêter sans interruption de 1890 à aujourd'hui et, ça et là, le 1er mai fut même reconnu officiellement: ainsi la ville de Zurich chôma ce jour pour la première fois en 1920. En 1923, le Grand Conseil bâlois l'éleva au rang de fête légale. Ce qui n'empêcha pas, dès 1890, une étroite surveillance de la police, ordonnée par le Ministère Public de la Confédération, qui venait d'être créé! En 1944, à Winterthour, un conseiller fédéral, le socialiste Ernest Nobs, prononça pour la première fois une allocution durant la manifestation. En 1964, les Lausannois célébrèrent même officiellement la fête des travailleurs lors de l'Expo nationale. Mais cette évolution vers l'officialité se fit souvent au détriment de la combativité: de la revendication de la journée de huit heures en 1890 ou des appels à la grève des années quinze à l'exclusion des partis politiques dans le cortège de l'Expo 64, c'est toute l'histoire du mouvement ouvrier suisse qui est racontée à travers ce parcours de 1er mai en 1er mai. Sans oublier le rôle joué par les travailleurs immigrés dès les années 60 ou celui des étudiants et de la *jeune gauche* dès 1968. Les femmes, qui longtemps furent réduites au rôle de symbole de la liberté montrant le chemin vers l'aube de temps meilleurs — et les illustrations en proposent d'innombrables exemples — vont faire leur apparition tardivement en tant qu'être à part entière, avec leurs revendications propres, contemporainement aux groupes tiers-mondistes et aux écologistes qui amènent dans les fêtes du 1er mai de nouveaux thèmes de revendications.

PC

*

*Die verbotene Bilder, 1939-1945,* éd. par Photoforum Pasquart, textes d'André Monnier, Karl Barth et Georges Luks, Muri/Berne, Ed. Francke im Cosmos, 1989, 101 pages, illustrations.

Cet ouvrage prolonge l'exposition du même nom, *Photographies interdites,* qui a eu lieu à Bienne, décidément l'une des villes de Suisse les plus actives dans la mise sur pied d'une culture critique et alternative. Bien que les textes introductifs soient en allemand, l'ouvrage peut être consulté par tout le monde sans distinction de

langue, puisqu'il comporte 60 pages d'illustrations, tirées en partie d'archives privées du photographe Hans Baumgartner et pour une autre part des archives fédérales. Leurs particularités? Ce sont presque toutes des photographies interdites à la publication par l'office de censure officiel, instauré le 8 septembre 1939 par le Conseil fédéral. Pour quels motifs? A vous de les découvrir, la plupart des images étant publiées sans légendes ni commentaires! Un petit jeu qui fera comprendre comment la censure concevait le patriotisme et découvrir un office dénué du plus élémentaire sens de l'humour. Il est vrai qu'un général la cigarette au bec ou dormant pendant l'Office, cela ne faisait pas sérieux!

PC

*

*Rapport de la Commission d'enquête parlementaire du 22 novembre 1989. Evénements survenus au DFPJ.* Rapport 89.006, Office central fédéral des imprimés (OCFIM), 3000 Bern.

*Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée de clarifier les faits d'une grande portée survenus au DMF du 17 novembre 1990.* Rapport 90.022, Office central fédéral des imprimés (OCFIM), 3000 Bern.

Pour la modique somme de Frs 15.– l'exemplaire, chacun peut obtenir ces deux rapports, véritables romans policiers qui ont pour sujet notre état démocratique et où l'on retrouve dans les rôles principaux les élus de nos partis bourgeois et leurs otages sociaux-démocrates. Tous les événements de l'histoire suisse récente y sont évoqués: l'affaire Kopp, le blanchissage de l'argent sale, la surveillance exercée par la police fédérale, l'armée, le GRS, les fichiers, la P26, la P27 et j'en passe. Les historiens du mouvement ouvrier y découvriront une confirmation de ce qu'ils savaient déjà: le zèle de la police politique s'exerce depuis 1890 au détriment des partis de gauche, du mouvement organisé et de tous les citoyens qui ont une conscience démocratique critique.

PC

*

*Histoire et société contemporaines. Les Annuelles,* No 1, Lausanne, 1990 (sous la direction du Prof. H.-U. Jost, Uni Lausanne, BFSH2, 1015 Lausanne).

Une nouvelle revue d'histoire est toujours bienvenue... d'autant plus si elle tient le pari d'instaurer un véritable débat d'idées parmi les historiens et un public de plus en plus large intéressé par l'histoire contemporaine. Au sommaire de ce premier numéro: des articles sur la première guerre mondiale et la Suisse, sur la seconde guerre mondiale (les liens économiques de la Suisse et du III^e^ Reich; les sympathies du Général Guisan pour les idéologies de droite; la propagande fasciste en Suisse romande), sur les Beaux-Arts et la culture politique et enfin sur la littérature populaire.

PC

*

## LA CULTURE FASCISTE A LAUSANNE

Le jeune licencié Roland Bütikofer fait partie des universitaires qui ne dédaignent pas, bien au contraire, les sujets dérangeants. Il a ainsi présenté récemment à la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne un remarquable mémoire qui traite d'un sujet que d'aucuns souhaiteraient commodément oublier: les activités soi-disant culturelles du fascisme italien dans la capitale vaudoise[1].
Les premiers foyers de propagande fasciste sont, naturellement, le *Fascio* local, fondé en janvier 1923 et le Consulat, dont le personnel diplomatique "lorsque le fascisme arrive au pouvoir en Italie... prend acte du changement de régime" (p. 34); le consul Guisi est membre du *Fascio* depuis octobre 1923 et le consul général De Lucchi demande la carte du PNF en 1926.
Le *Centre International d'Etudes sur le Fascisme* (CINEF) et l'*Istituto italiano di cultura,* dont il est question dans le mémoire, auront, eux, des tâches spécifiques.

---

1. *Le Centre international d'études sur le fascisme et l'Institut italien de culture: la culture fasciste à Lausanne (1927-1943),* octobre 1988. Une synthèse est parue dans: *Histoire et société contemporaines, Les Annuelles,* No 1, Lausanne, 1990, pp. 71-95.

Le CINEF commence ses activités en octobre 1927 à l'avenue de l'Eglantine avec le but déclaré d'étudier et de faire connaître le fascisme italien à l'étranger; il est animé par le professeur retraité Herman De Vries. Il s'agit d'un personnage pour le moins bizarre que les dirigeants fascistes eux-mêmes considèrent comme "un sujet hollandais qui a épousé une Belge, avant de se naturaliser Suisse[2] et qui joue maintenant au fasciste italien" (p. 68, trad.). Cet organisme de propagande fasciste sera subventionné dès le début par l'*Istituto Nazionale Fascista di Cultura,* dirigé à Rome par le sénateur Giovanni Gentile. Un accord entre Gentile et De Vries (qui aurait dû rester secret) en date du 29 janvier 1927, fixe le montant de la subvention à 325.000 francs suisses de l'époque pour la période janvier 1927 - juin 1928 et un versement semestriel de 65.250 francs sera effectué, par l'entremise de la Banque populaire suisse, jusqu'à la fin 1930; nous arrivons ainsi à l'importante somme de 650.000 francs (quelque chose comme environ quatre millions d'aujourd'hui).
Le CINEF fonctionnera pendant plus de trois ans et recevra de Rome, en plus de l'argent, des quantités importantes de documentation, sous forme de brochures et autres ouvrages officiels. Il obtiendra des adhésions en provenance de différents pays: France, Grèce, Espagne, Hongrie, Norvège, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Roumanie, Pologne, Belgique et Irlande.
Le *Centre* est dirigé par un conseil d'administration de trois membres, dont G. Gentile; il compte onze employés avec cadres, bibliothécaires et traductrices. Son travail se limite, en effet, à l'envoi de documentation sur le fascisme à des étudiants et autres chercheurs et à l'élaboration de fiches bibliographiques envoyées par abonnement. Ce dernier projet prévoyait douze séries vendues vingt francs chacune à trente mille abonnés potentiels; en réalité le nombre des abonnements n'arrive pas au millier. La seule trace concrète du CINEF reste ainsi la publication de trois "Annuaires" — parus à Bruxelles en 1928 et en 1929 et à Paris en 1930 — contenant surtout des articles sur le fascisme traduits en français de l'italien et de l'anglais.
Car la généreuse Rome finit tout de même par se demander si l'argent consacré au CINEF est vraiment bien dépensé, d'autant plus que De Vries semble recevoir aussi de l'argent de la part

2. En 1920, à l'âge de 40 ans.

d'autres pays totalitaires comme l'Espagne et la Hongrie; s'agit-il seulement d'un idéaliste? Le fait est qu'à la suite d'une visite au *Centre,* un rapport est soumis à Mussolini, au début de l'année 1930, avec la recommandation de procéder à la liquidation du CINEF, étant donné son inutilité. C'est ainsi qu'une nouvelle demande de De Vries pour le renouvellement de la subvention en 1931 est diplomatiquement refusée et que le *Centre* cesse, faute de moyens, toute activité en décembre 1930.
Son matériel, dont une importante bibliothèque riche de plusieurs milliers de volumes, sera récupéré par l'*Institut italien de culture* qui prendra, d'une certaine façon, la place laissée libre par la disparition du CINEF. Herman De Vries se rapprochera toujours plus du nazisme et deviendra un antisémite acharné: en tant que tel il sera invité en 1939 à Rome par l'*Ufficio della Razza*.
L'*Istituto Nazionale Fascista di Cultura* a été fondé à Rome en 1926 par Giovanni Gentile. A l'étranger, les instituts qui en dépendent n'auront qu'un seul but: celui de "susciter un intérêt pour le pays berceau du fascisme qui puisse devenir intérêt pour le fascisme tout court" (p. 77). L'*Institut* de Lausanne est fondé (avec une dénomination plus discrète puisque l'adjectif fasciste a été éliminé) en janvier 1936 avec siège à la rue du Lion d'Or. A l'inauguration (en mars) est présent le Recteur de l'Université Albert Barraud avec le chancelier Frank Olivier; c'est que deux gros bonnets du fascisme enseignent à l'Université de Lausanne: Pasquale Boninsegni et Giovanni Ferretti. Sont aussi présents: Paul Perret et Maurice Bujard (conseillers d'Etat) ainsi que Mario Soldati et Plinio Bolla (juges fédéraux). La conquête de l'Abyssinie est alors presque un fait accompli...
L'*Institut italien de culture* parvient ainsi "à concilier culture et discrète propagande en s'intégrant de manière assez étonnante à la vie culturelle lausannoise" (p. 97). En effet: "l'*Institut* a su rassembler autour de son idéal d'échange intellectuel un nombre considérable d'érudits et d'artistes suisses. Plus d'un quart des conférenciers y ayant pris la parole sont de nationalité helvétique. On peut distinguer parmi eux un certain nombre de personnalités locales (journalistes, enseignants ou autres), d'écrivains[3] ou d'artistes et de professeurs d'Université[4], ces derniers constituant de

3. Parmi lesquels Francesco Chiesa, Charles-Albert et Alexandre Cingria et Gonzague de Reynold.
4. De Lausanne, mais aussi de Fribourg, Neuchâtel et Genève.

loin le plus gros contingent" (p. 102). Il ne manque même pas à l'appel l'évêque de Lausanne, Fribourg et Genève, Marius Besson. Les conférenciers venant d'Italie sont tous des intellectuels qui, ayant fait le bon choix, sont favorisés par le régime en place dont ils chantent les louanges. Quant aux universitaires italiens résidant en Suisse, signalons, en plus de Boninsegni et de Ferretti, Gianfranco Contini et Paolo Ascari qui forment – avec Amleto Comini, Aldo Franceschini et Sergio Zanotti – le corps enseignant permanent de l'*Institut.*

Ainsi tous, petits et grands et plus ou moins convaincus, apportent leur contribution à la tentative d'internationalisation du fascisme. L'activité de l'*Institut* augmente jusqu'en 1942; "après 1943 on se garde bien de se dire fascistes" (p. 108). On a en effet vite fait d'oublier que "souvent les mêmes personnes sont membres de l'*Institut de culture* et du "fascio" lausannois et les conférenciers rendent parfois visite aux camarades de la "Casa d'Italia" le jour de leur passage à Lausanne" (p. 111).

R. Bütikofer écrit encore: "Une présence officielle importante montre qu'il (l'*Institut italien de culture*) a été accepté comme une institution culturelle intégrée à la vie de la ville et la présence d'un certain nombre d'intellectuels helvétiques dénote un intérêt évident pour ses diverses manifestations. J'ai montré qu'il réunit sous sa houlette des hommes tous plus ou moins favorables au régime italien (il rassemble, en tous les cas, ses admirateurs) ou ceux dont les convictions politiques ne leur interdisent nullement de prendre la parole au sein d'un institut fasciste" (p. 112). Car il va sans dire que les organisateurs écartaient systématiquement de leurs invitations tous les antifascistes.

Il ne faut pas oublier non plus que l'influence fasciste était aussi alimentée en ville de Lausanne par la diffusion intensive de publications italiennes. Tout d'abord par les soins de l'association "Dante Alighieri" (remplacée pratiquement par l'*Institut italien de culture* dès 1936), ensuite par le *Centre du Livre italien* dirigé par Guglielmo Bevilacqua qui ouvrira, en 1942, la Librairie Melisa. Diffusion de culture fasciste encore et toujours à travers les activités du *Gruppo Universitario Fascista* (GUF) qui rassemble les fascistes italiens qui étudient à l'Université. Comment s'étonner dès lors du doctorat "honoris causa" offert en 1937 à Benito Mussolini par cette même Université et des cadeaux envoyés au *Duce* par les autorités cantonales jusqu'à la fin de 1941?

L'*Institut italien de culture* de Lausanne cessera définitivement ses activités en 1944; l'organisation de la neuvième année académique (septembre 1943 - mars 1944) sera, en effet, sa dernière et pénible manifestation publique.

Claude Cantini

*

## LES ANTIFASCISTES ITALIENS EN EXIL ENTRE REPUBLICANISME ET SOCIALISME

C'est le clair sous-titre d'un solide ouvrage intitulé *Il verde et il rosso* (le lierre étant le symbole du Parti républicain italien et le rouge, depuis toujours, la couleur du socialisme) par Elisa Signori et Marina Tesoro, deux chercheurs de l'Université de Pavie (Florence, 1987).

Parmi les antifascistes qui animeront, à un moment donné, l'*Azione Repubblicana Socialista* (matrice du mouvement *Giustizia e Libertà* — dirigé par les frères Rosselli qui seront assassinés en 1937 en France par la *Cagoule* d'entente avec Mussolini — et plus tard du *Partito d'Azione*) se détache la figure de Fernando Schiavetti (1892-1970).

Secrétaire de PRI de 1919 à 1922 (l'année de l'arrivée au pouvoir du *Partito Nazionale Fascista*), directeur du quotidien *La Voce repubblicana* ensuite, F. Schiavetti doit quitter l'Italie et se réfugier en France en 1926.

Les antifascistes italiens de Genève (toutes tendances confondues) — stimulés par des personnalités comme Giuseppe Chiostergi, Egidio Reale, Manlio Sancisi et Carlo Frigerio — étaient parvenus à contrecarrer les tentatives d'infiltration du *Fascio* local en maintenant les *Scuole italiane* et l'*Associazione Dante Alighieri* totalement en dehors des milieux officiels de l'émigration italienne.

Forts de cet exemple rare de lutte réussie contre l'influence néfaste de l'idéologie mussolinienne surtout au niveau de la jeunesse, les antifascistes zurichois lancent à leur tour, en 1930, l'idée de fonder une école italienne libre pour les enfants des émigrés. Le financement (le bilan annuel tourne autour de 7000 francs) est assuré d'emblée grâce à l'adhésion concrète de la *Lega della Libertà*, de la section zurichoise du PRI *Giuseppe Mazzini,* du cercle culturel *Pensiero e Azione,* de la section zurichoise du *Partito socialista ticinese,* de la *Società di Mutuo soccorso,* de la *Cooperativa italiana* de Winterthour, de la *Società La Mansarda* (ancêtre de la *Colonie libre italienne*), de la *Società Estudiantina* et de la *Società Sportiva.*
A la recherche d'un enseignant, l'on pense à F. Schiavetti qui arrive ainsi à Zurich en février 1931.
Pendant presque quinze ans, à raison de dix heures quotidiennes, F. Schiavetti animera la *Scuola popolare italiana* de Zurich, devenue peu après la *Scuola libera di emancipazione proletaria*. En plus de trois cours pour enfants en âge scolaire, l'école organisera aussi un cours pour les plus petits, un cours d'italien pour "étrangers" et des conférences de culture ouvrière pour les adultes qui auront lieu, régulièrement, deux fois par mois.
La caractéristique principale de cette école sera une ferme cohérence face au fascisme (plus particulièrement celui qui se cache derrière le drapeau italien) et à la monarchie complice. F. Schiavetti refusera toujours, à juste titre, une prétendue neutralité du savoir, surtout au nom du patriotisme.
Inutile d'ajouter que cette activité fait partie de celles qui troublaient, périodiquement, les bons rapports de l'Helvétie de Giuseppe Motta avec l'Italie fasciste. D'où les fréquentes tracasseries des autorités de police suisses. F. Schiavetti, qui avait été privé du passeport italien en 1939 et du certificat de nationalité en 1940 (le retrait de la citoyenneté s'accompagnait, sur la base d'une loi de 1926, de la confiscation des biens restés en Italie), séjournera ainsi en Suisse, jusqu'en avril 1945, comme *Schriftlos,* c'est-à-dire au bénéfice d'un simple *permis de tolérance* révocable à tout moment.
F. Schiavetti — qui a été aussi le promoteur de la création, à fin 1943, de la *Fédération des Colonies libres italiennes de Suisse* — toujours à la recherche d'une union des forces de la gauche italienne, était, au moment de sa mort, sénateur du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP), fruit hélas d'une des nombreuses scissions qui ont frappé le socialisme italien.

Il laisse, comme témoignage écrit de son passage en Suisse l'ouvrage pédagogique *Umanità Nuova, raccolta di letture per i figli degli italiani all'estero* (publié en 1933) et de nombreux et importants articles publiés, jusqu'en 1945, dans la *Pagina dell'emigrazione italiana* qui a paru, à un rythme hebdomadaire, de janvier 1944 à mars 1948 dans *Libera Stampa,* le quotidien du *Partito socialista ticinese*.

Claude Cantini

*

*L'Antimilitarismo libertario in Svizzera. Dalla Prima Internazionale a oggi,* Editions La Baronata, Lugano, 1989.

Il s'agit d'une anthologie, soignée par Giampiero Bottinelli et Edy Zarro, qui couvre la longue période allant de la Première Internationale (1868) à l'année 1987 (une interview de l'historien italien Pier Carlo Masini publiée par *Libera Stampa*).
Défilent ainsi 67 textes, souvent oubliés, dont certains (ceux d'avant le dernier après-guerre bien entendu) portent des signatures fameuses: Mikail Bakunin, James Guillaume, Luigi Bertoni, Clovis Pignat, Lucien Tronchet, Carlo Frigerio.
Le livre comporte cinq chapitres. Chacun d'entre eux est introduit par une présentation des idéologies en présence dans la période historique traitée et par de précieuses notes aux documents publiés. Deux importantes annexes complètent l'ouvrage: une quinzaine de biographies des principaux auteurs et la liste des interventions de l'armée suisse pour la "défense de l'ordre public"; cette dernière (non exhaustive, précisent les curateurs) commence en 1860 et se termine en décembre 1988. Ne peuvent pas manquer, dans cette triste liste, les quatre interventions les plus sanglantes: Göschenen, juillet 1875; Zurich, novembre 1917; Granges (SO), novembre 1918 et Genève, novembre 1932.
Simple hasard bien sûr, mais il faut tout de même constater que le mois consacré aux Saints et aux Trépassés semble être, de préférence, aussi celui où les soldats helvétiques ont pu se faire la main (à défaut de mieux) sur la peau des travailleurs.

Claude Cantini

*